

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source



● Chine UNE DIPLOMATIE AU SERVICE DE LA REVOLUTION MONDIALE

Union de la gauche L'EPREUVE DE FORCE SE POURSUIT

Le PC et le PS se sont mis d'accord pour reprendre mercredi les discussions au sommet de la gauche.

Malgré les divergences qui opposent ces deux partis, ils sont obligés de s'unir pour pouvoir espérer accéder au pouvoir en mars 78. Face à une majorité qui paraît unie autour de son manifeste, l'Union de la gauche paraît désunie, donc moins crédible auprès des masses car incapable de trouver un terrain d'entente avant même l'accession au gouvernement. C'est pourquoi, il apparaît urgent qu'il y ait unité au plus vite afin de lancer la campagne électorale sur une base claire.

Malgré cette nécessité,

aucun des deux compères n'est décidé à faire de grosses concessions. Le problème crucial : les nationalisations mais les divergences portent aussi sur la fixation au SMIC, la hiérarchie des salaires, ainsi que sur la politique à mener en matière de défense nationale.

Aucune déclaration ne permet de présager du futur accord. Chacun, Marchais pour le PC, Estier pour le PS s'accorde à dire qu'il faut s'unir, se déclare prêt à faire des pas en avant, mais à condition que le partenaire en fasse autant.

C'est en fonction du rapport de force de chacun que se déterminera le résultat de ces discussions.

A Paris en 5 mois 1627 EXPULSIONS



Les habitants du Marais montrent la voie de la résistance aux expulsions.

Lundi après-midi, le préfet de police indiquait que 1627 expulsions avaient été effectuées à Paris entre le 1er avril et le 31 août cette année. Plus des trois quarts d'entre elles ont pour origine le non-paiement des

loyers. Ces nouvelles statistiques montrent à quelle misère la bourgeoisie monopoliste condamne les travailleurs. Ceux-ci ne peuvent même plus avoir un logement décent et doivent partir de

chez eux à cause de la diminution des revenus ou à cause d'une mise au chômage qui souvent a des conséquences tragiques.

Giscard, Chirac et tous les autres représentants de la bourgeoisie ont beau se présenter avec un masque humanitaire, ils ne peuvent cacher toute l'oppression qu'ils font subir. Quand les travailleurs menacés d'expulsions refusent de partir, on envoie les flics. Le préfet explique que les forces de l'ordre sont intervenues dans 47 cas sans compter bien sûr toutes les pressions de toutes sortes auxquelles les résidents doivent faire face.

Refuser d'être éjecté de chez moi est une action à laquelle nous devons apporter un soutien actif sous toutes ses formes.

Après l'incendie criminel du foyer de la rue de Sedaine à Paris SOUTIEN TOTAL ET IMMEDIAT AUX RESIDENTS !

Deux morts, 64 blessés dont plusieurs grièvement brûlés, tel est le bilan horrible et provisoire de l'incendie criminel qui a atteint le foyer de travailleurs africains de la rue de Sedaine.

Cet attentat raciste mûrement préparé et exécuté, a eu lieu au milieu de la nuit de mercredi 14 au jeudi 15 septembre. Un produit inflammable fut répandu dans les poubelles elles-mêmes.

Il avait pour but évident d'attenter à la vie des 300 résidents immigrés du foyer de l'Aftam. Face à l'incendie, les résidents ont lutté courageusement. En

outre, les travailleurs du quartier alertés par les pompiers manifestèrent immédiatement leur solidarité matérielle aux sinistrés (couvertures, etc.) de façon spontanée. Les travailleurs du foyer sont conscients qu'il faut rapidement trouver une solution à leurs problèmes de sécurité de logement. (Ils auraient dû quitter le foyer dès 1969).

Ils exigent : un relogement immédiat de tous dans les conditions décentes et compatibles avec les intérêts, (un foyer est théoriquement affectable rue Gillard dans le 13e), la réparation des préjudices

subis, l'indemnisation et la prise en charge à 100 % des frais médicaux, une protection réelle des travailleurs immigrés et la fin des mesures discriminatoires à leur encontre.

Pour faire aboutir leurs revendications, les travailleurs savent qu'ils doivent développer le rapport de force en leur faveur et compter sur leurs propres forces. C'est pourquoi, si sans doute sous l'influence du PCF, les premières mesures envisagées sont de discuter avec Chirac (et aussi Stoléru), les travailleurs comptent sur d'autres formes de popularisation : journée porte-ou-

verte, grève éventuelle des loyers, demande de soutien dans leurs entreprises, etc. Face aux attentats racistes, à l'hypocrisie gouvernementale, les travailleurs du foyer entendent imposer leur droits élémentaires à un logement décent, sûr et convenable.

Tenons-nous prêts à répondre massivement aux décisions des résidents du foyer !

Soutenons leurs légitimes revendications !

Correspondant HR après discussion avec des responsables du Comité des résidents.

Depuis plusieurs années, des liens diplomatiques se sont noués entre la République populaire de Chine et la République birmane. Pendant longtemps, ces relations avaient échoué, du fait du gouvernement birman qui exigeait, pour l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine, la rupture des liens anciens et fraternels entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste birman.

Celui-ci mène depuis plusieurs années déjà, la lutte armée contre la politique antipopulaire du gouvernement birman. Patiemment, les autorités chinoises ont répété à leurs interlocuteurs que les relations de parti à parti et d'Etat à Etat étaient deux choses différentes qu'il ne fallait pas confondre. Que si le peuple birman se soulevait les armes à la main contre les autorités au pouvoir, celles-ci ne devaient s'en prendre qu'à elles-mêmes. Que le Parti communiste chinois et le Parti communiste de Birmanie avaient toujours eu par le passé, conservaient et entendaient maintenir et développer des relations fraternelles basées sur l'internationalisme prolétarien, mais que cela n'empêchait pas l'établissement de bonnes relations d'Etat à Etat, conformément aux principes de la coexistence pacifique et de la lutte commune contre les superpuissances.

Sur le plan de la politique étrangère, le gouvernement birman a posé des actes positifs dans le cadre du front uni mondial contre l'hégémonisme.

Il refuse depuis toujours la participation à tout bloc militaire et l'établissement par une quelconque puissance de bases militaires dans d'autres pays. Le ministre des affaires étrangères birman s'est fait l'écho de cette politique en déclarant : « Nous rejetons le système international qui place la volonté des grandes puissances au-dessus de tout. » (Suite p. 2)

A NOUVEAU DISPONIBLE «Etudions l'économie politique»

Tome 1 : Le Capitalisme
(traduit du chinois)
E-100 - Exemplaire : 22 F
En vente entre autre, aux librairies :
Les Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville
75020 - Paris
La Force du Livre - 33, rue René Leynaud
69001 - Lyon
et par correspondance à
E-100 - 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris



Un film à voir L'opium et le bâton

Ce film a été tourné en Algérie il y a déjà six ou sept ans. Il sort seulement aujourd'hui en France.

Tiré du roman du même nom, édité chez Plon, «L'Opium et le bâton», évoque la vie d'un village kabyle au moment de la Révolution nationale algérienne.

C'est d'un côté la vie de la garnison française, de l'autre celle du peuple algérien dans le petit village. Un médecin algérien rejoint le FNL ; un soldat français libère son prisonnier et rejoint lui aussi le FNL. Inversement, Taleb, ca-



Marie-Josée Nat incarne dans le film une mère de famille dont le frère est au FLN. Pour la faire parler les militaires français kidnappent son fils.

poral de l'armée française collabore et n'hésite pas à trahir ses frères pour obtenir la reconnaissance des Français.

Mais rien ne peut arrêter la lutte du peuple. Ni les tortures, ni les ratissages, ni les patriotes jetés d'un hélicoptère. Au contraire, cela renforce leur unité. L'armée colonialiste française a de plus en plus de mal à faire face au FLN. Le capitaine de la garnison disperse ses troupes en poste de garde dans toute la montagne et les rend ainsi plus vulnérables encore aux coups des maquisards.

Le rapport de force petit à petit se renverse en faveur du FLN. Même le traître change de camp et se range du côté du peuple.

Ce film est une réelle illustration de la guerre populaire, la guerre juste, la guerre invincible.

Un film à voir et à faire voir.

PASSE A PARIS EN CE MOMENT

Au Palais des arts, au Seine, au Lucernaire

Préparation des jeux olympiques 800 millions de Chinois toujours exclus

Lord Killanin, président du Comité international olympique (CIO) vient de se rendre en Chine, où il a passé cinq jours.

A la veille des prochains jeux olympiques, qu'en est-il de l'admission de la Chine aux Jeux olympiques ?

A la veille de son départ pour la Chine, Lord Killanin, déclarait qu'il n'était pas hostile à la participation de la Chine aux jeux, mais qu'il ne voulait pas «que cela signifie un autre départ de la famille olympique». Cela signifie en gros que l'accession de la Chine

aux jeux n'est pas pour aujourd'hui.

Les Chinois sont très patients, ils se battent pour avoir accès dans les fédérations olympiques. Déjà Taïwan est exclue de plusieurs comités olympiques de fédérations. Pour que Taïwan soit définitivement exclue de la fédération olympique internationale, il faut qu'il lui reste moins de cinq fédérations. Petit à petit, l'heure approche ! Bien-tôt, Taïwan, province de Chine, contrôlée par les États-Unis devra laisser la place à la Grande Chine populaire.



PCI : toujours plus loin dans le révisionnisme

L'abandon du marxisme-léninisme dans les partis révisionnistes d'Europe est ancien dans les faits. Ces partis, si on juge de leur ligne politique, ont sombré dans le révisionnisme dans les années 60. Il a fallu attendre les années 70 pour que cela se concrétise dans les termes.

Le Comité central du PCI par l'intermédiaire de Lombardo Radice, membre du Comité central et spécialiste des affaires religieuses, a fait savoir que, lors que prochain congrès, les statuts du PCI allaient changer afin de les rendre plus conformes à la ligne politique actuelle. Il s'agit d'éliminer la contradiction qui existe entre les articles 2 et 5, l'un prévoyant «la liberté d'avoir et de pratiquer pour chacun ses propres conceptions philosophiques et religieuses», l'autre imposant l'acceptation des principes marxistes-léninistes.

Le meilleur moyen est donc de rayer des statuts toute référence au marxisme-léninisme. De tout sens, explique Lombardo Radice, cette expression était déjà tombée en désuétude au sein du PCI ainsi que la notion de dictature du prolétariat. On le conçoit assez bien...

Toutefois, ce parti révisionniste se proclame tou-

jours marxiste non pas à cause de sa doctrine mais dans la mesure où la formation du parti remonte à Marx.

Ce sont les partis espagnol, français et italien qui furent à l'avant-garde de ce reniement officiel des principes du marxisme-léninisme. Il y a un an et demi, le PCF abandonnait la notion de dictature du prolétariat. Maintenant, le PCI prend la relève en abandonnant le marxisme-léninisme même.

d'un parti authentiquement communiste es laissé de côté. S'il est juste de reconnaître que les chrétiens, et

ception matérialiste et scientifique du monde. Celui-ci doit condamner et lutter pour que les conceptions idéalistes soient rejetées



Aldo Moro (Démocrate-chrétien), Francesco De Martino (socialiste), Enrico Berlinguer (PCI). Le compromis historique : une trahison des principes marxistes-léninistes.

Pour obtenir plus de voix possible aux élections, le PCI est prêt à abandonner tous les principes de base du marxisme-léninisme au nom de l'ouverture vers de «nouveaux apports culturels». Le matérialisme dialectique, principe de base

ils sont nombreux à le faire, participent à la lutte révolutionnaire ; par contre, il n'est pas concevable que ceux qui professent les idées idéalistes et métaphysiques appartiennent au Parti qui doit servir de guide en se basant sur une con-

parmi les masses. Maintenant, pour appartenir au PCI, il suffit d'être fidèle à sa ligne politique, c'est-à-dire fidèle à la ligne bourgeoise de collaboration de classe que défend depuis bien longtemps ce parti révisionniste.

● Chine Une diplomatie au service de la révolution mondiale

(Suite de la page une)

Recherchant une politique de bonne entente avec les pays voisins du Sud-est asiatique, la Birmanie s'est associée à la mise en avant d'une proposition sur l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien. Il soutient le mouvement des pays non-alignés dont il est membre.

Cette orientation l'a amené à accepter de nouer avec la République populaire de Chine des liens de bon voisinage en abandonnant ses exigences préalables déraisonnables.

C'est à ce titre que le président birman Ni Win est actuellement reçu à Pékin où il est l'hôte du gouvernement chinois.

Mais le 1er septembre, le Thakin Ba Thein Tin, président du Parti communiste birman séjournait en Chine et était l'une des premières personnalités étrangères à visiter le mausolée du président Mao et à s'incliner devant son cercueil. Voilà un fait parmi tant d'autres qui témoignent de façon discrète mais sans ambiguïté que la diplomatie chinoise est bien au service des luttes révolutionnaires des peuples du monde.

● Madagascar

Il n'y a qu'un seul Monima

Les agents de l'impérialisme de tout bord cherchent à profiter de la situation de la lutte, de sa complexité, pour semer la confusion, la division...

Dans un communiqué, du 10 septembre, la représentation extérieure du Monima nous informe que :

«Au cours de la dernière semaine d'août-début septembre, quelques uns parmi nous avons entendu, par l'intermédiaire de certaines informations à Madagascar ou à l'extérieur, des nouvelles concernant la soi-disant réintégration du Parti Monima au sein du «Front national pour la défense de la révolution», par une soi-disant décision de la majorité du parti. Décision qui a soi-disant provoqué une profonde division au sein de la formation politique de Monja Joana, et a isolé celui-ci.

«Ces nouvelles avaient pour point de départ un communiqué daté du 23 août signé par sept individus, responsables nationaux du Monima.

«Au pays, une grande bataille a été faite autour de cette prétendue décision du Monima et de la tenue d'une conférence de presse par les signataires du communiqué»

La presse bourgeoise internationale s'est emparée du communiqué des sept pour dénigrer les révolutionnaires et anti-impérialistes résolu comme le président Monja Joana. Par contre, ni la radio, ni aucun organe de presse n'a sorti le communiqué daté de 25 août envoyé à la presse par le Monima et son président en réponse à la déclaration des «7». Interdiction a été faite au Monima de tenir une conférence de presse pour répondre aux attaques lancées contre lui ; musèlement de la presse par les menaces de censure... empêchant ainsi le Monima de faire connaître partout la vérité.

Dans sa réponse du 25 août, Monja Joana a rappelé qu'il n'y a qu'un seul Monima, un seul Comité central, un seul Bureau politique.

C'est lors de la réunion de son Comité central et de Bureau politique, en mai dernier, que le Monima avait décidé de se retirer du gouvernement, du conseil supérieur de la Révolution et du front.

Les manifestations de masse, occupations de terres par des paysans pauvres,

grèves politiques de masse, qui ont été organisées et dirigées par le Monima en juin dernier, ont concrétisé les décisions de la réunion de mai.

● Grande-Bretagne

Il y a trois semaines, les ouvriers boulangers du Pays de Galles se sont mis en grève. Depuis le samedi 10 septembre, cette grève s'est étendue à tout le pays.

Elle est menée par 57 000 ouvriers travaillant dans les boulangeries industrielles qui produisent 60 % du pain consommé en Grande-Bretagne.

La bourgeoisie fait tout pour briser cette grève ; par exemple, les grands magasins passent des commandes à l'étranger, en Irlande, en Belgique ou encore en France et aux Pays-Bas. Mais les travailleurs sont aussi vigilants aux sabotages qui se produisent en Grande-Bretagne même.

Pour éviter cela, les boulangers grévistes ont entrepris de dresser des barrages à la sortie des munitories afin de stopper les livraisons de farine.

**Au musée-château d'annecy
Du 26 septembre au 23 octobre**

**EXPOSITION DE PEINTURE
CHINOISE CONTEMPORAINE**

Organisée par
le comité AFC d'annecy



Dijon

Vive l'œuvre et la pensée
du Président Mao Tsé-toung!

MEETING

Vendredi 23 septembre
20.30 - Palais des congrès

Une victoire au Marais

Deux familles qui occupaient les logements du Marais (Paris) que la ville de Paris voudrait détruire, ont été relogés rue du Pont Louis Philippe. C'est une victoire, un recul de la RIVP qui toutefois poursuit son œuvre de démolition du quartier.

L'Intergroupe du Marais continue la lutte, avec plus de confiance que jamais en la victoire.

● Marseille

Agression du service d'ordre du PCF

Le samedi 17 septembre, les travailleurs marxistes-léninistes des quartiers Nord de Marseille ont organisé une diffusion de l'édition spéciale de l'Humanité rouge «Appel de Gémenos» aux alentours de la fête populaire organisée par le PCF dans le quartier St-Antoine.

Durant plus d'une heure, la diffusion se déroulait normalement certains militants du PCF engageaient la discussion politique avec les diffuseurs.

Vers 19h 45, le service d'ordre de la fête est alors intervenu contre les militants marxistes-léninistes. Un groupe d'une trentaine d'individus cherchant visiblement la bagarre, s'est mis à bousculer, à insulter, à arracher les tracts de deux diffuseurs isolés, un membre du SO frappant même un marxiste-léniniste au visage. Le SO du PCF est intervenu contre les diffuseurs marxistes-léninistes lorsque les travailleurs présents au meeting (200 personnes environ) ne pouvaient plus voir ce qui se passait du côté du lieu de la diffusion.

Le PCF se cache des travailleurs pour accomplir ses agressions contre les travailleurs révolutionnaires, ce qui prouve sa faiblesse.

Le lendemain matin, les marxistes-léninistes ont diffusé un tract à la population des quartiers St-Antoine dénonçant l'agression et rappelant la position des communistes marxistes-léninistes de France sur des questions comme les nationalisations en régime capitaliste, et lançant un appel aux adhérents et sympathisants du PCF à rejoindre le combat des marxistes-léninistes pour le socialisme et la dictature du prolétariat.

Correspondant HR

● Aix en Provence

Succès du meeting

Près de 200 personnes sont venues au meeting organisé à Aix à l'occasion du 1er anniversaire de la mort du président Mao par les étudiants patriotes de Turquie, du Gabon, de Tunisie, de Nouvelle-Calédonie et des Comores et par les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et de la JCMLF.

Des interventions faites au nom de toutes les organisations ont développé les acquis de la pensée-maoïste-toung : la théorie scientifique des trois mondes, la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, la nécessité de la lutte contre le révisionnisme.

Un camarade a ensuite parlé de la situation en Chine en s'attaquant aux calomnies répandues par la presse bourgeoise. Toutes les interventions ont été chaleureusement applaudies.

Enfin, le film «Les bâtisseurs» devait montrer à chaque participant quel genre de rôle contre-révolutionnaire avait entrepris la bande des Quatre.

Dans son journal «La bataille», distribué lors de ce meeting, le comité de Parti d'Aix-en-Provence du PCMLF situait l'importance de ce type de manifestation.

PORTRAIT ROBOT DU TUEUR

Vu par la presse bourgeoise

La caméra avance vers la maison de Conty, «le tueur foi de l'Ardèche», soudain sur un mur apparaît le mot «Révolution»... Le commentateur se veut assez discret (au début de moins), puis on vous parle clairement de «révolutionnaires», «anciens de mai 68»... C'était à la télévision dimanche soir.

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur cette campagne de la presse bourgeoise : «Les tueurs sont des révolutionnaires». En fait, que ce soit pour Conty, pour la «bande à Baader», pour l'attentat manqué contre la sœur du Shah d'Iran, il s'agit surtout pour la bourgeoisie au pouvoir de prouver que «les révolutionnaires sont des tueurs».

A propos de l'enlèvement du patron des patrons allemands, nous citons ici des extraits d'une lettre d'un lecteur d'Annecy, qui cite des passages d'un éditorial du journal «Le Dauphiné libéré» qui gravit un pas de plus dans la précision des objectifs de la bourgeoisie.

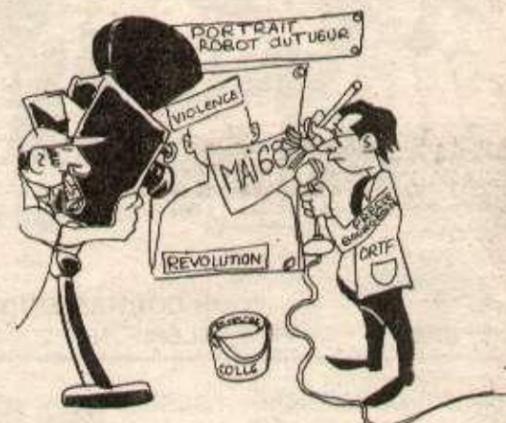
«Dans un article publié le 14 septembre, sous la signature de Line Reix, le Dauphiné libéré estime que, pour «faire échec au chantage», il n'y a à son avis pas trente six solutions. Il faut carrément exécuter les terroristes emprisonnés en Allemagne, ce qui dans le cas de «l'affaire Schleier»

supprimera automatiquement tout marchandage possible.

«Line Reix propose même une solution encore plus radicale : elle n'hésite pas à écrire noir sur blanc «pour tout innocent menacé, il faut exécuter dix de ces prisonniers publiquement et sans appels».

«Cela a au moins le mérite d'être net, clair et précis ! Après il ne reste plus qu'à faire un savant amalgame entre terroristes et partisans de la violence révolutionnaire et le tour est joué. Quand on sait que le PDG de ce même journal a déclaré publiquement à des militants marxistes-léninistes qui étaient venus lui faire un comité d'accueil particulièrement chaleureux que leur place est de «casser des cailloux sur le bord des routes», on comprend que pour ces gens-là ce genre d'enchaînement coule de source. On est logique ou on ne l'est pas !»

A qui ferait-on croire en effet que la police et la justice sont des moyens de lutter contre le gangstérisme ? Que tel est leur but ? Si tel était le cas, pourquoi libérer Aristu lié à l'affaire Revelli-Baumont, pourquoi libérer le complice de Spaggiari l'auteur du casse de Nice, militants fasciste d'extrême-droite ? Pourquoi enterrer les crimes et les chantages du milieu lyonnais au-



quel sont liés tant de politiciens ?

Non, le rôle de la police et de la justice aux mains de la bourgeoisie est de réprimer les révolutionnaires et tous les travailleurs combattifs. Des journaux comme

«Le Dauphiné libéré» ont-ils poussé les mêmes hurlements indignés lors de la libération de trois des cinq membres de commando qui a assassiné l'ouvrier Pierre Maître à Reims ? Non et pour cause !



60 millions
pour décembre

Nous avons déjà dans le cadre de la souscription ouverte par l'Humanité rouge (60 millions anciens avant la fin de l'année) expliqué à nos lecteurs qui finançait la grande presse, celle des monopoles. Voici deux nouveaux exemples : aujourd'hui le journal «J'informe», puis l'hebdomadaire «VSD» dans une prochaine édition.

La presse des requins (1)

Qui est derrière «j'informe» ?

10 millions de francs investis : trois pour les frais de fonctionnement, deux pour la fabrication, cinq pour la promotion publicitaire, tel est le budget initial du nouveau quotidien «J'informe» qui sort ce lundi.

10 millions cela fait 1 milliard de centimes. Qui les a versés ?

Le journal «J'informe» se veut au-dessus des partis politiques et ses bailleurs de fonds se veulent discrets. Toutefois on avance des noms : le monopole «l'Oréal», celui de «Carrefour» François Bounine du monopole «Novactions», Francis Fabre des «Chargeurs réunis».

Le journal sera dirigé par Fontanet, plusieurs fois ministre sous Pompidou.

Il s'est rallié à Chaban Delmas par la suite. Puis il s'est retiré sur ses terres après son échec aux législatives dernières. Aujourd'hui, il se prétend le chef d'un journal indépendant. Or, ses collaborateurs sont ces mêmes hommes qui l'ont accompagné dans toute sa carrière

politique : Jean Ciuzel, sénateur centriste, Georges Levard, ancien président du syndicat collaborateur CFTC. Ajoutons-y des hommes d'affaires comme Jean Bourrelis, patron du bâtiment qui est par sa femme parent à Michelin.

Bref, un apolitisme bien de droite. Un journal financé par les monopoles au service des monopoles, et dirigé par les politiciens des monopoles. Ce sera pour eux une arme lors des législatives de mars 78.

Avec ce milliard d'anciens francs, «J'informe» se déclare pouvoir tenir deux à trois ans comme quotidien du soir, le temps d'être connu...

Est-il utile de préciser à nos lecteurs qui connaissent bien notre journal, que l'Humanité rouge n'est pas financée par les millions des monopoles ? Nos 60 millions de centimes, nous les gagnerons franc par franc, grâce aux sacrifices de nos lecteurs et amis !

● Lille

DEFENDRE NOS CAMARADES TUNISIENS

Le 25 mars 1976, des militants progressistes tunisiens étaient victimes d'une agression de la part d'un nommé Ali Delboul. Le verdict du tribunal mettait alors dans le même sac les agresseurs et les agressés qui s'étaient défendus : tous condamnés pour coups et blessures volontaires.

Mais la mobilisation des militants tunisiens du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie et des progressistes de la région lilloise devait amener les autorités françaises à revoir le procès, le 13 septembre 77.

Nous avons reçu un communiqué du Comité d'information et de défense qui présente ainsi l'individu nommé Delboul :

«Agent du Destour, parti unique tunisien, résidant à Lille en tant qu'étudiant à l'âge de 38 ans, Delboul devait donner depuis deux ans la preuve de son aptitu-

de à servir le Destour : vols de papiers et de passeports, passage à tabac, attaques à mains armées, viols de domiciles, tentatives d'enlèvements et d'assassinats. Un palmarès d'autant plus fourni que cet affreux bénéficiaire de l'appui inconditionnel des autorités tunisiennes en étroite collaboration avec les autorités françaises.»

Les militants de ce Comité entendent profiter de cette affaire pour montrer ce qu'est le Destour et en faire le procès :

«La sécurité des ressortissants tunisiens est de plus en plus menacée par les menées répressives de ces criminels jouissant d'une totale impunité, véritables chiens de garde d'un régime où la répression est érigée en système de gouvernement.»

Nous ne connaissons pas encore à l'heure actuelle les résultats du procès du 13 septembre.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

● Heloin-Lemarchand (Rennes) la lutte ne fait que commencer

Les ouvriers d'Heloin-Lemarchand sont descendus dans la rue le jeudi 15 septembre, unis derrière une seule bannière « Halte aux licenciements ».

Le patron vient en effet de licencier 101 travailleurs. Et ce n'est sans doute qu'une première vague. Les ouvriers, eux, sont décidés à ne pas se laisser faire. Le jeudi 15, ils étaient en grève. Avant de défilier dans les rues de Rennes, ils se sont réunis en assemblée générale à l'appel de la CFDT.

A l'AG, on a parlé de la CGT (dont les responsables sur Heloin sont membres du PCF). La CGT n'a appelé ni à la grève, ni à l'AG. Elle s'est par contre rendue sur les chantiers pour faire signer une pétition et essayer de vendre des cartes CGT.

On a parlé ensuite de Hervé, maire Union de la gauche de Rennes. Il y a deux mois, quand une délégation avait été le voir, il avait dit qu'il s'occuperait personnellement de l'affaire. Il avait même demandé une adresse. Mais depuis, on n'en a plus entendu parler. Et jeudi, quand une délégation a demandé un rendez-vous, il a dit qu'il ne pouvait pas parce qu'il était trop occupé !

On a discuté de la poursuite de la lutte. Une nouvelle grève a été décidée pour le 21 septembre, ainsi qu'une nouvelle assemblée générale. Nombreux, nous pourrions décider efficacement des formes de luttes pour s'opposer aux licenciements.

Nouveauté

(Traduit du chinois)

Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 - L'exemplaire : 18 F

En vente aux librairies

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville
75020 - Paris

La Force du livre - 33, rue René Leynaud
69001 - Lyon

et par correspondance à

E-100 - 24 rue Philippe de Girard - 75010 - Paris

● Nantes MUNICIPALITE CHERCHE HORS STATUTS

La municipalité de gauche à Nantes ne s'embarrasse pas d'arguments pour embaucher des agents de collectivités.

En effet, les employés municipaux CFDT de Nantes craignent l'instauration d'une « administration parallèle », à la suite de l'embauche d'agents hors-statuts. Les employés font allusion au recrutement récent d'attachés de mission

après de certains élus. Selon eux, cette mesure « met en cause le statut des agents des collectivités locales, seule garantie en matière de recrutement ».

● Usinor MANIFESTATIONS A MAUBEUGE

L'ensemble du personnel d'Usinor Louvroil, dans la banlieue de Maubeuge (Nord) a manifesté lundi à Maubeuge après avoir reçu une lettre de licenciement.

Partis vers 9 h de la mairie de Louvroil, les manifestants se sont rendus au bureau maubeugeois de l'agence nationale pour l'emploi, devant lequel ils ont brûlé leur lettre de licenciement, puis à la mairie de Maubeuge.

● St-Etienne - Manufrance Un nouveau piège de la direction : le départ volontaire

Alors que les discussions continuent au niveau des curateurs (une commission mise en place pour proposer un soi-disant plan de redressement) et que rien n'est décidé, la direction a affiché dans les ateliers une lettre :

elle demande aux ouvriers qui veulent quitter volontairement l'entreprise de s'inscrire auprès du chef du personnel.

Des ouvriers, jeunes et moins jeunes, ont des illusions sur ces départs volontaires : ils croient qu'ils vont toucher une prime importante et se laissent séduire par le « licenciement économique », c'est-à-dire toucher 90 % de leur salaire pendant un an.

Ils pensent, bien que volontaires, quitter l'entreprise avec une lettre de licenciement, comme cela s'est déjà fait en juin 1977 : Rien n'est moins sûr, ni qu'ils reçoivent une prime, surtout pour les jeunes qui sont là depuis 4 ou 5 ans. Quant aux allocations de chômage, le gouvernement a mille moyens de les supprimer, et reste le problème de retrouver ensuite du travail.

L'intersyndicale avait plusieurs fois dans des AG dénoncé avec fougue, les licenciements, les départs volontaires, les pré-retraites. Et maintenant, que fait-il ? Rien.

Aucune AG n'a été organisée pour montrer aux tra-

vailleurs le piège que tend à la direction. A un travailleur qui demandait pourquoi les syndicats ne faisaient rien par rapport à cette lettre de la direction, un délégué CGT membre du PC a dit : « Si les gens veulent partir, on n'y peut rien, on les laisse libres ».

Par contre, ils tirent un tract pour soutenir une initiative de la municipalité : une nouvelle commission où est représenté le maire PCF Sanguedolce. Ils concluent dans ce tract : « Ne nous laissons pas aller à l'optimisme. Travailleurs vous devez comme vous l'avez fait jusqu'à présent, garder votre sang froid et être prêts à répondre aux appels des organisations syndicales unies ».

Et pendant ce temps, les chefs syndicaux membre de la CGT et du PCF sont heureux comme des coqs de voir périr leur secrétaire fédéral maire de St-Etienne : Sanguedolce !

Les travailleurs effectivement gardent leur sang froid. Ils regardent ce qui se passe, écoutent ce qui se dit, discutent entre eux, mais ne se laissent pas avoir. Ils attendent les actes.

● MJC d'Orléans Non aux licenciements ! Non à la municipalisation !

Les maisons des jeunes et de la culture d'Orléans sont regroupées au sein de l'AOMJC (Association orléanaise des MJC) liée par contrat à la ville d'Orléans. Celle-ci subventionne par l'intermédiaire de l'AOMJC les MJC. Les locaux sont municipaux.

Les directeurs quant à eux, sont employés par la FRMJC (Fédération régionale des MJC de l'académie d'Orléans-Tours), liée aussi par contrat à la ville puisque c'est elle qui paye en partie les directeurs. L'employeur reste la fédération. Un comité de gestion gère chaque MJC et est donc l'employeur direct des directeurs. Ceux-ci sont organisés dans une section CFDT.

Depuis 1973, la section CFDT des directeurs négocie une convention collective avec la FRMJC. Rompues plusieurs fois, par la fédération, les négociations sont reprises depuis le début de 1977.

D'autre part, « Animation services » derrière laquelle se cachent sans nul doute de hautes personnalités de la politique et des finances veut faire main-basse sur les MJC d'Orléans. « Animation services » propage une animation réactionnaire à grand renfort de marketing et de rentabilité. Agissant seule

elle demande aux ouvriers qui veulent quitter volontairement l'entreprise de s'inscrire auprès du chef du personnel. Des ouvriers, jeunes et moins jeunes, ont des illusions sur ces départs volontaires : ils croient qu'ils vont toucher une prime importante et se laissent séduire par le « licenciement économique », c'est-à-dire toucher 90 % de leur salaire pendant un an. Ils pensent, bien que volontaires, quitter l'entreprise avec une lettre de licenciement, comme cela s'est déjà fait en juin 1977 : Rien n'est moins sûr, ni qu'ils reçoivent une prime, surtout pour les jeunes qui sont là depuis 4 ou 5 ans. Quant aux allocations de chômage, le gouvernement a mille moyens de les supprimer, et reste le problème de retrouver ensuite du travail. L'intersyndicale avait plusieurs fois dans des AG dénoncé avec fougue, les licenciements, les départs volontaires, les pré-retraites. Et maintenant, que fait-il ? Rien. Aucune AG n'a été organisée pour montrer aux tra-



« Animation services » impose ses conditions et fait subir sa loi à son personnel.

Le 24 avril 1977, il y a eu une assemblée générale de la fédération. L'employeur refuse le projet de convention collective des directeurs. Ceux-ci décident la grève illimitée qui durera en fait 15 jours (du 24 avril au 8 mai). Les administrateurs des MJC se déclarent solidaires des directeurs. Les MJC sont fermées. L'AOMJC soutient cette action.

L'AOMJC et les directeurs décident de changer de fédération et le 30 septembre, une assemblée générale extraordinaire de l'AOMJC entérine la décision.

Le 28 juillet Thinet (Maire d'Orléans élu en 71 grâce au PC et au PS et en 77 grâce au RPR et au PR) déci-

de municipaliser les MJC et d'en retirer la gestion à l'AOMJC. Au milieu du mois d'août, la mairie envoie une lettre aux directeurs des MJC les convoquant pour discuter des nouvelles conditions de travail et présentant des comptes-rendus de gestion. Les directeurs refusent de se rendre à cette provocation, leur employeur restant affilié à la FRMJC et non la municipalité. La mairie fait alors pression sur la FRMJC pour licencier les directeurs. Aujourd'hui, quatre directeurs sont licenciés sans préavis de licenciement

Trois autres vont venir les rejoindre. Un seul échappera au massacre : Émonet-adjoint au maire qui a accepté avec joie « Animation services ».

Un comité de soutien a été créé : Une manifestation regroupant 500 personnes a eu lieu le 10 septembre devant la mairie. Une action en justice est entreprise.

Ce qui est déjà clair, c'est que dans la perspective de 78 la mairie de droite veut reprendre en main les MJC d'Orléans accusées d'être des lieux de subversion et d'anarchie.

● Vannes, Nantes, Quimper Manifestation contre la taxe de co-responsabilité laitière

C'est le jour fixé pour la mise en application du système de taxation dit de « co-responsabilité » que des milliers de producteurs de lait ont manifesté dans trois villes de l'Ouest : Vannes, Quimper, et Nantes.

Le 13 septembre, trois jours avant la mise en application, Debatisse, président de la FNSEA, déclarait : les producteurs de lait n'ont pour le moment aucun pouvoir à Bruxelles. Ils doivent se rendre compte que cette taxe de co-responsabilité leur permettra de lutter pour mettre en place un mécanisme qui leur donnera un pouvoir qu'ils n'ont pas.

C'est à peu près ce qu'avait dit le ministre Méhaignerie le 10 en Ile-et-Vilaine : « Cette taxe ne constituera pas une baisse du revenu agricole... Je dis non aux appels à manifester ».

L'un et l'autre n'auront pas été entendus dans l'Ouest ! Dans les trois villes, les manifestations se déroulent à l'appel de Paysans-Travailleurs, des FDSEA et du MODEF. Mais les trois syndicats de ces départements n'étaient pas unis pour autant sur le contenu et la forme de l'action à adopter.

Pour les pontes des FDSEA (celles des trois départements de l'Ouest sont d'ailleurs contrôlées du som-

met par des responsables liés au Parti de Mitterrand) et du MODEF (contrôlé par le PCF) les manifestations doivent se faire uniquement contre la taxe. Or, la taxe est prélevée à tous les producteurs gros et petits : si on n'y associe pas la suppression des primes de qualité et de quantité pour les gros et les revendications des petits paysans sur les prix (le quantum, etc.) on aboutit à une manifestation « unitaire du monde paysan » gros et petits « unis » pour l'intérêt des gros !

Pour les formes d'action, les FDSEA se contentaient d'une marche sur les préfectures avec dépôts de pétitions, le MODEF voulait une entrevue avec « mes-sieurs les députés » et dépôt de motion.

Le syndicat Paysans-Travailleurs s'est opposé à ces positions et a tenu à associer le refus de la taxe aux revendications prenant en compte les intérêts des petits et moyens paysans.

Sur le plan de l'action, il s'est efforcé d'expliquer que les objectifs devaient être les laiteries (qui toucheront la taxe) et non les préfectures, ce qui aurait fort gêné certains pontes des fédérations : ils auraient alors dû rejoindre leur poste de patrons de grosses laiteries « coopératives » !